

L'AMÉRIQUE LATINE FACE AU NOUVEAU CAPITALISME MONDIALISÉ

William I. Robinson et Fabrice Andréani

La Découverte | *Mouvements*

**2013/4 - n° 76
pages 14 à 24**

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4-page-14.htm>

Pour citer cet article :

Robinson William I. et Andréani Fabrice, « L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé », *Mouvements*, 2013/4 n° 76, p. 14-24. DOI : 10.3917/mouv.076.0013

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé

PAR WILLIAM I. ROBINSON*

Si la « vague rose » latino-américaine a traduit une crise à grande échelle des politiques néolibérales imposées depuis les années 1970, et bien que les pays gouvernés à gauche aient mieux résisté que d'autres aux effets sociaux la crise mondiale, il n'en reste pas moins, comme le montre William I. Robinson, que le capitalisme poursuit dans l'ensemble de la région son processus de transnationalisation, bouleversant le paysage économique et social de fond en comble.

Vers le milieu des années 1980, je voyageais souvent du Nicaragua, où je vivais, jusqu'à San Salvador, où je fréquentais l'Université Centre-américaine. À l'heure du déjeuner nous quittions le campus par la porte principale et prenions l'autoroute du Sud, au bord de laquelle se trouvaient des petits restaurants plutôt rustiques qui servaient le plat le plus connu de ce pays : les *pupusas*. Aujourd'hui, il n'y a plus une seule *pupusería* à la sortie de l'université. L'horizon est ravagé par une accumulation sans fin de panneaux qui invitent les consommateurs à s'attabler à toutes les chaînes transnationales de *fast food* : Burger King, Pizza Hut, Kentucky Fried Chicken, Panda Express, Pollo Campero. Ce phénomène de « macdonaldisation » ou « walmartisation » – la mondialisation de secteurs de vente au détail autrefois locaux ou nationaux – a pris l'Amérique latine d'assaut. Entre 1990 et 2000, les magasins et supermarchés transnationaux ont augmenté leur part du marché latino-américain de 10 % à 60 %. Au début du XXI^e siècle, Walmart était le plus grand employeur privé du Mexique, assurant plus de la moitié des ventes en supermarché.

Le nouveau visage du capitalisme mondial se retrouve partout en Amérique latine. C'est celui des chaînes de *fast food* omniprésentes, des centres commerciaux (*malls*) et autres *superstores* qui dominent les marchés locaux dans les mégapoles émergentes ; mais également des immenses champs de soja d'une agro-industrie transnationale qui a envahi le paysage du Cône sud, des complexes touristiques tentaculaires qui ont déplacé des

* Professeur de sociologie et d'études latino-américaines à l'université de Californie à Santa Barbara. Auteur de *Latin America and Global Capitalism*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2008.

milliers de communautés locales, ou encore des zones franches industrielles d'exportation qui emploient des centaines de milliers de travailleurs à bas salaire dans la « chaîne de montage planétaire ». Aussi, des quartiers entiers ont été construits avec l'argent des salaires envoyés par des dizaines de millions de travailleurs émigrés, qui fournissent une force de travail bon marché pour d'autres régions de l'économie mondiale. De nouvelles logiques commerciales lient ainsi l'Amérique latine à tous les continents. Un chercheur ou un journaliste qui reviendrait dans le sous-continent après quelques décennies d'absence aurait du mal à le reconnaître, tant a été drastique la transformation de son économie politique et de ses structures sociales.

Les recherches antérieures sur l'économie mondialisée se focalisaient sur les phénomènes de fuite des capitaux et de délocalisation d'unités de production (*runaway factories*). Les *maquiladoras* situées dans les zones franches, qui pratiquent l'exploitation intensive des jeunes femmes, sont alors devenues le symbole par excellence de la mondialisation capitaliste. Aujourd'hui, ces *maquilas* constituent des composantes majeures des économies centre-américaines et se sont répandues jusqu'au Cône sud. Mais l'*usine globale* est désormais rejointe par la *ferme globale*, puisque l'agriculture latino-américaine est devenue un prolongement du nouvel *agro-business* transnational. Comme le note l'économiste brésilien Paulo Kliass, le Brésil a dépassé le Royaume-Uni pour devenir la sixième économie au monde, ce qui témoigne de l'émergence de l'Amérique latine comme figure essentielle du Sud de la planète, ainsi que de transformations non négligeables de l'ordre international¹.

La mondialisation capitaliste a certes déclenché dans la région un nouveau cycle de modernisation (technologique) et d'accumulation de richesses, mais avec des effets contradictoires. Elle a transformé la vieille structure de classe oligarchique en générant de nouvelles élites tournées vers l'international, ainsi qu'une classe moyenne composée de grands consommateurs qui profitent de l'afflux massif de marchandises, devenues relativement bon marché, des quatre coins du monde. Le tout en déplaçant des dizaines de millions d'individus, en aggravant la pauvreté et les inégalités dans bien des pays, et en causant des ravages sur le plan environnemental. Ces nouveaux dépossédés n'ont cependant pas été passifs, loin de là. Des mouvements sociaux de toutes sortes se sont unis dans des luttes populaires de masse. Celles-ci ont permis, ces dernières années, le basculement vers la gauche de nombreux gouvernements, et continuent aujourd'hui de remettre radicalement en cause le paradigme du capitalisme mondialisé.

L'usine globale est désormais rejointe par la ferme globale, puisque l'agriculture latino-américaine est devenue un prolongement du nouvel agro-business transnational.

1. Cf. P. KLIASS, « Beyond GDP : Dissecting Brazil's economic success », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 26-31. Voir aussi P. INMAN, « Brazil overtakes UK as world's sixth-largest economy », *The Economist*, 25 décembre 2011.

● Le moment de l'hégémonie néolibérale

L'intégration de l'Amérique latine dans le nouveau système de production et de finance mondialisées fait suite à l'effondrement, dans le sillage de la crise économique des années 1970, du modèle de développement d'après-guerre. Ce modèle d'accumulation « prémondialisation » était fondé sur l'expansion des marchés nationaux, le système dit « de substitution à l'importation » (ISI) et parallèlement la croissance des exportations agroalimentaires et d'autres produits de première nécessité. Ceci impliquait que l'État joue un rôle pivot dans la stratégie d'accumulation du capital et des biens, *via* la création de secteurs économiques d'État et l'entretien d'un système de redistribution assuré au travers de coalitions entre élites populistes et syndicats corporatistes. Ce modèle a commencé à périr à la fin des années 1970, ouvrant la voie au modèle néolibéral, fondé quant à lui sur l'intégration à l'économie mondialisée. Les deux décennies suivantes, des forces sociales et politiques diverses sont entrées en conflit autour de la question de l'alternative au vieux modèle.

Durant les années 1980 et 1990, les mouvements de masse des années 1960 et 1970 – des luttes révolutionnaires aux projets populaires et nationalistes – furent combattus par les élites locales et internationales. L'élan de ces mobilisations a été brisé tout à la fois par celui de la crise de la dette, qui frappa durement la région après 1980, et sous les effets conjugués de la répression d'État, de l'interventionnisme nord-américain ; et plus tard de l'effondrement de toute alternative socialiste à dessin global. En arrière-plan, la mondialisation a fait évoluer la structure internationale des rapports de classe, en diminuant le poids des classes populaires organisées et en favorisant une nouvelle classe de capitalistes transnationaux et d'élites politiques et économiques locales – dépendantes du capitalisme mondialisé. Tandis que la logique d'accumulation nationale se voyait subordonnée à celle de l'accumulation mondiale, de nouvelles élites transnationales issues des groupes dominants en Amérique latine ont pris peu à peu le contrôle des États et des institutions capitalistes de leurs pays respectifs, renforçant par là même la dynamique d'intégration au marché global, et *in fine* le nouveau modèle d'accumulation de richesses.

Cette nouvelle génération d'élites et de capitalistes orientés vers le transnational a ancré l'hégémonie néolibérale à coups de libéralisations, privatisations, dérégulations et autres « flexibilisations ». Elles ont fait baisser les salaires, imposé l'austérité fiscale et instauré au nom du « libre-échange » des systèmes d'investissements, facilitant l'accès des entreprises transnationales aux abondantes ressources naturelles ainsi qu'aux terres les plus fertiles de la région. L'Amérique latine s'intégrant de plus en plus profondément au capitalisme mondial, les échanges de biens ont pris une part de plus en plus importante dans le produit intérieur brut (PIB) régional, passant de 10 % à 18 % entre 1989 et 1999. La région était définitivement entrée dans l'âge de l'accumulation fébrile, de la spéculation financière, des agences de notation, d'Internet, des centres commerciaux,

des chaînes de *fast-food* et des quartiers résidentiels à accès contrôlé (*gated communities*).

Le néolibéralisme a trouvé une certaine base sociale chez les classes moyennes émergentes, et plus généralement toute une population de professionnels de l'accumulation pour lesquels la mondialisation avait ouvert de nouvelles opportunités d'ascension sociale et de participation au commerce planétaire. Mais le néolibéralisme a aussi généré des inégalités sociales sans précédent, le chômage de masse et le basculement dans la misère, ainsi que le déplacement de dizaines – sinon de centaines – de millions de personnes issues des classes populaires, comme l'ont notamment montré les travaux des chercheuses Saraj Kozameh et Rebecca Ray². En même temps qu'une vague de migrations transnationales, s'enclenchaient aussi de nouvelles séries de mobilisations de masse chez ceux qui restèrent sur place.

Le néolibéralisme a trouvé une certaine base sociale chez les classes moyennes émergentes, et plus généralement toute une population de professionnels de l'accumulation.

● Vecteurs du nouveau capitalisme transnational

La mondialisation a véhiculé en Amérique latine un nouveau modèle d'accumulation capitaliste qui a profondément restructuré les bases productives de la région et, dans le même temps, transformé ses rapports de classes et son tissu social, comme les systèmes politiques et les pratiques culturelles et idéologiques. De sorte que, dès l'aube du XXI^e siècle, les secteurs dominants de l'accumulation de richesses n'étaient plus l'export agro-alimentaire ou l'industrie nationale, mais une nouvelle gamme d'activités introduites au début des années 1980, et rattachées au circuit globalisé d'accumulation. Six secteurs particulièrement dynamiques ont fini par dominer, ces trente dernières années, l'économie politique de la région ainsi que son articulation au reste du monde.

Tout d'abord, l'industrie a été réorientée en direction des marchés mondiaux : les activités industrielles nationales ont été intégrées dans les chaînes de la production mondialisée, devenant un maillon de l'*usine globale*. Le plus remarquable de ce point de vue est le développement phénoménal des *maquiladoras*, installées depuis les années 1970 le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Celles-ci se sont ensuite étendues à travers toute l'Amérique centrale et le bassin caribéen, et plus récemment dans la région andine, ainsi qu'en Argentine et au Brésil. À travers cette « reconversion industrielle », ainsi que la nomme la vulgate internationale du « développement », ce sont également de petites et moyennes entreprises qui ont réorienté leurs activités du marché national vers le marché global, devenant des sous-traitantes pour des entreprises transnationales. Le tableau 1 décrit la réorientation en cours de l'industrie vers l'*usine globale* et le tableau 2 illustre la croissance

2. S. KOZAMEH et R. RAY, « Surviving the global recession : poverty and inequality in Latin America », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 22-25.

explosive des *maquiladoras* en Amérique centrale des années 1980 au début du XXI^e siècle.

Tableau 1 : Part des exportations de biens manufacturés dans la production industrielle en pourcentage, par pays (valeur globale à prix constants, base 2000, fret à bord)

	1995	2000	2005
Argentine	15,8	18,2	22,6
Bolivie	19,8	36,7	15,8
Brésil	21,3	26,6	45,5
Chili	17,4	26,6	33,3
Colombie	28,9	36,6	49,8
Costa Rica	26,7	97,8	98,0
Équateur	24,3	61,6	92,0
El Salvador	15,9	21,4	28,1
Guatemala	23,8	34,1	49,0
Honduras	33,7	28,6	53,1
Mexique	81,6	129,6	155,0
Nicaragua	22,6	8,0	11,5
Paraguay	15,8	15,0	26,6
Pérou	10,4	15,1	27,0
Uruguay	24,3	28,1	28,7
Venezuela	12,1	13,0	20,4

Source : CEPAL, *Statistical yearbook for Latin America and the Caribbean* (2006), tableaux 2.2.2.4 et 2.1.1.15

N.B. : Les chiffres du Mexique dépassent les 100 % parce qu'une partie des biens manufacturés exportés dans les zones franches industrielles est considérée par les agences de statistiques comme de l'export de biens manufacturés mais n'est pas comptabilisée dans le secteur industriel national. Les données pour le Costa Rica semblent biaisées puisque le poids très élevé des exportations dans la valeur ajoutée industrielle est attribuable à l'installation d'une usine importante de puces électroniques dans ce pays en 1997, et donc par l'exportation de puces de haute valeur.

« Fret à bord » : méthode de calcul statistique des exportations qui se réfère à la valeur des marchandises préparées à l'exportation et placées dans des véhicules de transport vers les pays importateurs.

Tableau 2. Valeur de la production des maquiladoras en Amérique centrale en millions de dollars (moyennes quinquennales)

	1980-1984	1990-1994	2000-2003
Costa Rica*	10,4	507,5	3 172,2
El Salvador*		360,2	1724,6
Guatemala**		88,5	483,6
Honduras **		107,6	613,4
Nicaragua **		6,5	117,9

Source : CEPAL

*exports, fret à bord ** valeur ajoutée

Deuxièmement, une nouvelle agro-industrie transnationale a petit à petit éclipsé les vieux modèles d'agro-exportation et leurs spécificités nationales. Tous les systèmes agricoles d'Amérique latine ont été avalés par le nouveau complexe d'*agro-business* mondialisé – la *ferme globale*. C'est ainsi que le « roi soja » domine désormais l'agriculture en Bolivie, en Argentine et au Paraguay – dans ces deux pays au côté du bœuf – ainsi qu'au Brésil, en sus du bœuf, du café et du sucre. Produit en masse, le soja est transformé en huiles industrielles et comestibles, en nourriture animale et en produit de consommation pour les marchés asiatiques et autres. Les plantations de soja, gérées telles des « usines capitalistes en plein champs », sont la cause du déplacement et de l'expropriation de millions de petits propriétaires. Elles grignotent la forêt tropicale et les savanes, générant au passage un désastre écologique de grande ampleur. Au Brésil, l'ancien président Luiz Inácio Lula Da Silva (2003-2010) a soutenu très fortement l'*agro-business* contre les petits fermiers et les sans-terre. À la campagne, la propriété des terres était largement plus concentrée au terme de la seconde mandature de Lula que cinquante ans auparavant. Benjamin Dangl note ainsi dans son ouvrage bien nommé, *Dancing with Dynamite* (« En dansant avec de la dynamite »), que la campagne brésilienne est désormais « un paysage d'innombrables plantations de soja, de méga élevages de bétail, et de fermes industrielles empoisonnées forçant au déplacement les familles pauvres brésiliennes et avalant féroce-ment des morceaux toujours plus importants de la forêt amazonienne³ ».

Au Mexique des millions d'hectares de cultures de maïs, de haricots et d'autres denrées destinées au marché intérieur ont cédé la place aux plantations de fruits et de légumes à destination du *supermarché global*. La Colombie et l'Équateur sont désormais respectivement le deuxième et le troisième exportateur de fleurs coupées au monde. La vallée centrale

Au Mexique des millions d'hectares de cultures de maïs, de haricots et d'autres denrées destinées au marché intérieur ont cédé la place aux plantations de fruits et de légumes à destination du supermarché global.

3. B. DANGL, *Dancing with dynamite : social movements and states in Latin America*, AK Press, 2010, p. 134.

du Chili, qui fut longtemps le garde-manger du pays, est aujourd'hui une région spécialisée dans la production et l'exportation intensive de fruits, frais ou en conserve, ainsi que de vins. La liste n'en finit pas. Cet *agro-business* transnational au nouveau visage est structuré par des relations de production capitalistes plutôt que par l'ancienne organisation oligarchique et semi-féodale du travail, s'appuyant sur des travailleurs ruraux – qui sont souvent des femmes –, plutôt que sur la paysannerie traditionnelle ou le métayage.

En troisième lieu, la croissance du tourisme globalisé a proprement explosé ces deux dernières décennies. Pratiquement tous les pays latino-américains ont été entraînés dans cette industrie, laquelle emploie à l'heure actuelle des millions de personnes. Représentant une portion croissante des revenus et PIB nationaux, elle imprègne de nombreuses sociétés traditionnelles, appelées à intégrer le marché global. De nombreuses communautés d'indigènes locaux, de descendants d'esclaves africains et de métisses ont lutté contre les déplacements de populations, les dégradations environnementales et la marchandisation des cultures locales ; soit contre autant de résultats de méga projets touristiques tels que la « route Maya » au Mexique et en Amérique centrale, la « route Inca » au Pérou, Punta Cana en République dominicaine ou encore San Pedro de Atacama au Chili. Pour de nombreux pays – notamment le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique et la plupart des nations caribéennes –, le tourisme est la première ou la seconde source de devises. En 2004 le secteur représentait 12 % des recettes en devises sur l'ensemble de l'Amérique latine ; mais 33 % pour Cuba, 35 % pour les républiques centre-américaines, 35 % pour la République dominicaine et 36 % pour la Jamaïque⁴.

Quatrième point : les services, le commerce et les finances sont devenus de plus en plus transnationaux. L'arrivée du *supermarché global* s'est traduite par l'invasion du territoire par des distributeurs comme Walmart,

K-Mart, Costco, Carrefour et Royal Ahold, mais aussi par des chaînes de *fast-food*, et généralement en partenariat avec des groupes d'investissement latino-américains. Les *fast-food*, les supermarchés et les centres commerciaux sont les points de distribution et de vente des biens produits par la *ferme globale* et l'*usine globale*. Ils ont forcé au départ des milliers de petits marchands, désorganisé les économies locales et propagé une culture – et une idéologie – de

surconsommation. Dans le même temps, la sous-traitance depuis le Nord de la gestion de données et des centres d'appels s'est généralisée à une vitesse considérable. Déjà en 2003, environ 500 000 Brésiliens, principalement des femmes d'entre 16 et 24 ans, travaillaient dans des *call-centers*,

4. Ces données sont extraites des tableaux de l'auteur dans W. I. ROBINSON, *Latin America and global capitalism : a critical globalization perspective*, Johns Hopkins Press, Baltimore, 2008.

Pour de nombreux pays – notamment le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique et la plupart des nations caribéennes –, le tourisme est la première ou la seconde source de devises.

lieux qui peuvent être considérés comme de véritables « *maquiladoras* de l'information ».

Les systèmes financiers nationaux latino-américains ont fusionné en un seul système financier global intégré. Les capitaux transnationaux se déversent sur la région en tant qu'investissements productifs dans l'*usine globale*, la *ferme globale* et le *supermarché global*, mais aussi sous la forme de « portefeuilles » et d'opérations financières spéculatives. Ces manœuvres profitent de l'aubaine créée par la privatisation des biens publics et la dérégulation du secteur bancaire – et avec elle des modalités de publication des obligations d'État –, mécanismes largement utilisés pour attirer les investisseurs dominants des marchés financiers mondiaux. Ces derniers poussent les pays à se mettre à leur service, exerçant un pouvoir considérable sur les États et même sur les mouvements sociaux, et par extension sur leur capacité à transformer la société.

Les capitaux transnationaux se déversent sur la région en tant qu'investissements productifs dans l'usine globale, la ferme globale et le supermarché global, mais aussi sous la forme « portefeuilles » et d'opérations financières spéculatives.

Cinquième élément : la force de travail a fait partie des biens les plus exportés vers l'économie globale. La vague d'immigration causée par la pénétration capitaliste et les ravages sociaux du néolibéralisme – dont la désorganisation de communautés locales comme de pans entiers d'économies nationales – a été, ces dernières décennies, sans précédent ; elle est comparable à celles générées par les guerres.

Le travail immigré est exporté depuis toute l'Amérique latine vers les zones d'accumulation intensive des biens et capitaux, comme les États-Unis ou l'Europe, et au-delà. En retour, les travailleurs immigrants renvoient des salaires : en 2011, ces transferts s'élevaient à 61 milliards de dollars – somme substantielle bien que plus faible qu'en 2008, où elle atteignait 70 milliards de dollars. Les familles qui reçoivent ces salaires ont été assimilées par un commerce de détail globalisé qui contrôle aujourd'hui plus de 70 % des marchés de détail locaux. En d'autres mots, la reproduction sociale de millions de Latino-américains est dépendante de ces nouveaux flux de travail, de capitaux et de biens.

Dans de nombreux pays, ces salaires issus du travail immigré sont la première source de devises. Ils assurent une certaine stabilité macro-économique, atténuent les crises fiscales et offrent une valve de secours en cas de tensions sociales et politiques aiguës. En 2011, le Mexique a reçu près de 23 milliards de dollars en fonds issus du travail immigré : il s'agit là de la seconde source de devises, juste après le pétrole – en ne prenant pas en compte les revenus issus des stupéfiants qui réintègrent le système financier (et estimés à 35 milliards de dollars). Dans la plupart des nations d'Amérique centrale et des Caraïbes, ces salaires dépassent la valeur

combinée de tous les autres biens exportés, et dans plusieurs autres – le Salvador, Haïti, le Honduras, et le Nicaragua – ils atteignent, voire dépassent, 20 % du PIB.

Sixième et dernier aspect de ces bouleversements : une nouvelle série d'activités extractives a été lancée. Comme le montrent le politiste He Li et l'économiste Oscar Ugarteche, elle inclut une importante expansion d'opérations minières – dont d'extraction d'énergie fossile –, destinée à répondre aux besoins d'une économie globale vorace, en particulier dans la région Asie-Pacifique⁵. Celle-ci a remplacé les États-Unis en tant que partenaire commercial principal de l'Amérique latine, la Chine étant désormais l'investisseur et créancier étranger le plus important dans la région. La majeure partie du capital chinois est investie dans des mines et des projets d'infrastructure qui les accompagnent. Ironiquement, une bonne part de cette expansion de l'extractivisme a pris place dans des pays où la gauche a récemment été portée au pouvoir, comme en Équateur avec le président Rafael Correa ou en Bolivie sous la présidence d'Evo Morales. Ces gouvernements ont utilisé une combinaison de nationalisations (partielles), de réformes fiscales et de programmes d'aide sociale pour redistribuer vers les majorités pauvres une part des revenus générés dans leurs sous-sols. Ces situations traduisent une conversion du vieil extractivisme en neo-extractivisme ou « extractivisme du XXI^e siècle », c'est-à-dire un système où l'État participe de manière plus importante à la production d'une rente *via* ces exportations minières, et procède dans le même temps à des politiques de redistribution à travers des politiques sociales⁶.

Le nouveau capitalisme mondial en Amérique latine est propulsé autant par des capitalistes locaux cherchant à s'intégrer aux rangs des capitalistes transnationaux, que par le capital transnational, qu'il soit manufacturier ou financier. En effet, grâce aux privatisations et aux politiques de libéra-

lisation des années 1980 et 1990 (et dans certains pays jusqu'au début des années 2000), certains secteurs du capital et de l'élite latino-américaine ont amassé une quantité sans précédent de richesse et de pouvoir. Ils ont fusionné à travers les frontières, se transformant en puissants groupes et conglomérats appelés « *multilatinas* » ; et ils ont à leur tour investi dans des entreprises transnatio-

nales extrarégionales. Selon certaines estimations, quelque soixante-dix *multilatinas* sont en mesure d'affronter la compétition dans le cadre de l'économie globale. Telmex, Cemex ou Grupo Carso au Mexique, Gerdau au Brésil, (la dynastie) Cisneros au Venezuela, Cuscatlán au Salvador ou encore le Grupo Arcor en Argentine, constituent autant d'entreprises mondialisées à part entière⁷.

5. O. UGARTECHE, « What accounts for South America's resilience ? », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 19-21 ; H. Li, « China and India : Latin America's New Friends from the East », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 28-31.

6. Voir C. RUIZ-MARRERO, « The new Latin American 'progresismo' and the extractivism of the 21st century », *Center for International Policy – Americas Program*, 17 février 2011 (cf. www.cipamericas.org).

Les pays qui restèrent fidèles à la voie néolibérale furent plus durement frappés par la crise provoquée par l'effondrement du système financier mondial en 2008.

7. Voir mon ouvrage, *Latin America and global capitalism*, op. cit., p. 171-178.

● L'avenir turbulent

Les nouvelles logiques mondiales d'accumulation de capitaux et de marchandises décrites plus haut n'ont cessé de s'approfondir jusque dans la seconde décennie du XXI^e siècle. Mais, au tournant de ce même siècle, la voie néolibérale du « développement » s'est trouvée en crise en Amérique latine. Les politiques mises en place par les gouvernements pour faciliter l'intégration des marchés nationaux dans le capitalisme globalisé n'ont pas été en mesure de générer un quelconque développement sur le long terme pour la majorité de la population ; ni même d'empêcher un mouvement de retour en arrière. La récession mondiale de 2000-2001 a rudement frappé la région, déstabilisant la croissance et renversant les gains des années précédentes. Politiquement, les fragiles systèmes démocratiques installés par les soi-disant « transitions démocratiques » des années 1980 se sont avérés de moins en moins capables de contenir les conflits sociaux et les tensions politiques générées par la paupérisation et la polarisation sociale. Le consensus de Washington⁸ s'est érodé tandis que la région faisait de nouveau l'expérience de la stagnation économique. Le néolibéralisme a atteint ses limites politiques et idéologiques. Le tournant politique fut atteint avec l'effondrement économique de l'Argentine – jusqu'alors figure emblématique dudit « consensus » –, et le soulèvement populaire de masse qui en résulta en 2001. Ce dernier fut suivi par une série de révoltes des classes populaires dans toute la région, un retour électoral de la gauche, la naissance d'un nouveau « populisme radical⁹ », la réapparition d'un projet socialiste au Venezuela et ailleurs, mais aussi des (tentatives de) coups d'État et le retour de l'interventionnisme américain.

Les gouvernements de gauche issus de la « vague rose » mirent en cause, voire revinrent en arrière sur des éléments structurels du programme néolibéral. Plusieurs d'entre eux ont stoppé les privatisations et nationalisé (en partie) les ressources naturelles, ainsi que d'autres secteurs de l'économie. Ils ont alors restauré un service public de santé et d'éducation, augmenté les dépenses sociales et lancé des programmes de sécurité sociale. Ils ont aussi renégocié leur dette extérieure à de meilleures conditions, brisé leur relation avec le Fonds monétaire international (FMI) et misé sur des politiques étrangères indépendantes des diktats de Washington. Les pays qui restèrent fidèles à la voie néolibérale furent plus durement frappés par la crise provoquée par l'effondrement du système financier mondial en 2008. Les recherches de Ugarteche, Kozameh et Ray montrent que les États qui ont mis en place des politiques de redistribution et de régulation post-néolibérales et qui ont mené des renationalisations partielles ont beaucoup mieux résisté, jouissant à la fois d'une croissance plus rapide et d'une baisse de leurs taux de pauvreté et d'inégalité¹⁰. Ce processus s'est manifesté davantage en Amérique du Sud qu'ailleurs dans la région latine, puisque les États qui s'y trouvent ont été aux avant-postes du développement de formes alternatives de coopération et d'intégration, en rupture avec la subordination politique vis-à-vis de Washington. Ricardo A. Dello Buono et Ximena De La Barra ont

8. N.d.T. : « Consensus de Washington » : formule officialisant en 1989 la tutelle économico-financière des organisations internationales proches du gouvernement des États-Unis (FMI, Banque Mondiale) sur les politiques néolibérales entreprises dans tout le continent au moment des « crises de la dette ».

9. N.d.T. : En Amérique latine, le populisme désigne des régimes politiques qui ont surgi à partir des années 1930 et jusqu'aux années 1970, souvent suite à des crises politiques à fort potentiel révolutionnaire. Ces pouvoirs mobilisaient « par en haut » les couches ouvrières et paysannes, dans une logique corporatiste et (semi-) autoritaire. L'auteur suggère ici que certains gouvernements issus de la « vague rose » peuvent être considérés comme des « néopopulismes ».

10. O. UGARTECHE, *op. cit.* ; S. KOZAMEH et R. RAY, *op. cit.*

11. X. DE LA BARRA et R. A. DELLO BUONO, « From ALBA to CELAC : toward another integration ? », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 32-36.

12. R. ZIBECCHI, « Latin America : a new cycle of social struggles », *NACLA Report on the Americas*, été 2012, p. 37-40, 49. On peut consulter, en français, le livre *Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques*, L'Esprit Frappeur, Paris, 2009.

étudié ces efforts d'intégration régionale, en particulier l'expérience récente de la Communauté d'États latino-américains et caribéens (CELAC)¹¹. Il est clair que, dans la perspective d'affronter la crise du capitalisme mondialisé, on ne peut faire l'économie d'un approfondissement de ces efforts.

La crise financière internationale est loin d'être terminée et va probablement s'aggraver dans la période à venir. Le FMI et d'autres agences d'économie internationales ont prédit que la période qui vient verrait l'économie mondiale accomplir de molles performances, et qu'on assisterait vraisemblablement à la récurrence des crises financières. Les observateurs les plus compétents s'accordent à dire que nous sommes au milieu d'une crise structurelle profonde, que le néolibéralisme est en train d'atteindre ses limites matérielles et culturelles et que nous entrons dans une ère de grande turbulence où le système planétaire sera marqué du sceau du conflit et de l'incertitude. Les crises structurelles du capitalisme mondial sont historiquement des moments de bouleversements et de transformations sociales profondes, comme l'illustre l'Amérique latine avec l'arrivée de la « vague rose », et surtout la résurgence de mouvements sociaux populaires de masse. Raúl Zibechi, journaliste uruguayen de grande expérience, explique que ces luttes ne remettent pas seulement en cause le modèle néolibéral, mais aussi la relation même que la région entretient avec le capitalisme mondial et les modèles de domination verticale promus par les élites, c'est-à-dire l'autorité étatique en tant que telle, et de ce fait y compris les processus de décision qui caractérisent toujours les pays de la « vague rose »¹². Alors que l'Amérique latine plonge toujours plus profondément dans le tourbillon mondial, il est certain que ces luttes entre les différentes forces de classe autour de la nature et de la direction que doit prendre le changement seront amenées à s'intensifier. ●

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR SAMIRA OUARDI, RELU PAR JIM COHEN
ET FABRICE ANDRÉANI